N:\MDP\COORD\PCB

P C B
Société anonyme
Siège social : Evere (1140 Bruxelles) rue Carli, 17-19
Tribunal de commerce de Bruxelles
Registre des personnes morales,numéro 0403.085.181

COORDINATION DES STATUTS AU 19 MAI 2004

Société constituée suivant acte reçu par le notaire Victor Scheyven, à Bruxelles, le onze février mil neuf cent vingt-sept, publié à l'annexe au Moniteur belge du six mars suivant, sous le numéro 2076.

Dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbal dressé par le notaire Serge Collon, à Etterbeek, le quatre juin mil neuf cent nonante et un, publié à l'annexe au Moniteur belge du trois décembre suivant, sous le numéro 911203-119.

Dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbaux dressés par le notaire Jean-Philippe Lagae, de résidence à Bruxelles :

- le treize novembre mil neuf cent nonante-deux, publié à l'annexe au Moniteur belge du neuf décembre suivant, sous le numéro 921209-432.
- le vingt-neuf octobre mil neuf cent nonante-trois, publié à l'annexe au Moniteur belge du vingt-six novembre mil neuf cent nonante-trois, sous le numéro 931126-130.
- le vingt et un mai mil neuf cent nonante-sept, publié à l'annexe au Moniteur belge du onze juin suivant, sous les numéros 970611-353 et 354 (réalisation de la condition suspensive, acte du vingt-cinq août mil neuf cent nonante-sept).
- le seize mai deux mille un, publié à l'annexe

au Moniteur belge du dix-sept août suivant, sous le numéro 20010817-25.

- le dix-neuf mai deux mille quatre, en cours de publication.

TITRE I - DENOMINATION, SIEGE, OBJET, DUREE

ARTICLE UN : La présente société est constituée sous la forme d'une société anonyme. Sa dénomination est "P.C.B.".

Elle est une société faisant publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE DEUX : Le siège social est établi à Evere, rue Carli, 17-19.

Il peut être transféré partout ailleurs en Belgique, par simple décision du conseil d'administration qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

La société peut, par simple décision du conseil d'administration, établir en tous lieux des sièges administratifs, succursales, agences, dépôts, bureaux ou établissements.

ARTICLE TROIS : La société a pour objet, tant pour compte propre que pour compte de tiers, soit par elle-même soit par l'entreprise de tiers, conjointement, en participation ou sous toute autre forme, et ce dans tous pays, de :

a) Faire et entreprendre la production, la fabrication et le commerce de tous produits chimiques et pharmaceutiques, de tous médicaments, de toutes denrées ou produits ou de tous appareils, instruments, récipients et accessoires employés en pharmacie et médecine, dans les sciences pures et appliquées, dans les laboratoires d'analyses et de recherches, dans les arts, l'industrie, l'alimentation et l'économie domestique.

b) Prendre toutes agences ou représentations, passer tous actes, contrats, se rapportant directement ou indirectement au paragraphe précédent, et ce dans la

plus ample conception du développement du commerce et de l'industrie et faire généralement toutes opérations mobilières ou immobilières, commerciales, civiles, financières, agricoles, industrielles, minières, maritimes, ainsi que toutes autres entreprises de travaux publics ou privés qui pourraient en être la conséquence.

c) Prendre toutes participations directes ou indi-rectes dans toutes entreprises ou opérations quelconques pouvant se rattacher à l'un ou l'autre des objets spécifiés ou susceptibles d'en favoriser la réalisation ou le développement, par voie de création de sociétés nouvelles, belges ou étrangères, d'apport, souscription ou achats de titres, parts ou droits sociaux, fusion, association ou participation, syndicats de garantie ou autrement.

ARTICLE QUATRE : La société est constituée pour une durée illimitée.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL, ACTIONS, OBLIGATIONS

ARTICLE CINQ : Le capital est fixé a VINGT MILLION CENT SEPTANTE SIX MILLE EURO (20.176.000 €)), représenté par cinq millions cinq cent nonante-six mille cinq cent vingt (5.596.520) actions, sans désignation de valeur, représentant chacune un/cinq millions cinq cent nonante-six mille cinq cent vingtième du capital social. Il est intégralement libéré.

Le capital social est entièrement souscrit et libéré.

Tout porteur d'actions unitaires peut obtenir de la société l'échange de ses titres contre un ou plusieurs titres collectifs au porteur dont les numéros se suivent et ce à son choix.

Tout porteur d'un titre collectif peut obtenir de la société l'échange de celui-ci contre autant de titres unitaires qu'il représente.

Ces échanges ont lieu aux frais du porteur.

ARTICLE SIX : Les actions sont au porteur ou en nom, au choix de l'actionnaire.

Les actions non libérées seront nominatives jusqu'à leur entière libération.

ARTICLE SEPT : La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Les copropriétaires, les usufruitiers, les nus-propriétaires, les créanciers et les débiteurs gagistes sont tenus de désigner par écrit, pour l'exercice de leurs droits, une seule personne comme étant propriétaire de l'action à l'égard de la société, à défaut de quoi, la société suspendra les droits afférents à cette action.

ARTICLE HUIT : Les héritiers, ayants cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, en aucune façon, s'immiscer dans l'administration de la société, ni provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs lui appartenant. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en référer aux comptes annuels et aux inventaires, ainsi qu'aux décisions de l'assemblée générale.

TITRE III : ADMINISTRATION, DIRECTION, CONTROLE.

ARTICLE NEUF : La société est administrée par un conseil de trois membres au moins, actionnaires ou non.

ARTICLE DIX : Le conseil d'administration nomme un président et un vice-président parmi ses membres.

Conformément à l'article 524 bis du Code des sociétés, le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs de gestion à un comité de direction, sans que cette délégation puisse porter sur la politique générale de la société ou sur l'ensemble des actes réservés au conseil d'administration en vertu de dispositions de la loi. Le conseil d'administration est chargé de surveiller ce comité. Le comité de direction se compose de plusieurs personnes, qu'elles soient administrateurs ou non.

Ils forment un collège. Les conditions de désignation des membres du comité de direction, leur révocation, leur rémunération, la durée de leur mission et le mode de fonctionnement du comité de direction, sont déterminés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation relative à cette gestion, ou des pouvoirs spéciaux, à une ou plusieurs personnes de son choix, administrateurs ou non, actionnaires ou non dont il fixe la rémunération éventuelle et les attributions.

Les délégués à la gestion journalière, dans le cadre de cette gestion, peuvent également conférer des pouvoirs sépciaux et déperminés à une ou plusieurs personnes de leur choix.

Il peut également confier la direction d'une ou plusieurs branches des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs, choisis hors ou dans son sein.

Il fixe les attributions et les rémunérations, appointements ou indemnités, fixes ou variables, imputés sur les frais généraux, des personnes à qui il confère les délégations.

ARTICLE ONZE : Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou, en cas d'empêchement, vice-président ou, à son défaut, de l'administrateur le plus âgé. Il doit se réunir chaque fois que deux administrateurs au moins le deman-dent.

Le conseil ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, chaque administrateur peut, par lettre, par télégramme ou par télex, par tout autre moyen de communication ayant pour support un document imprimé, qui restera annexé au procès-verbal, déléguer ses pouvoirs à un mandataire, membre du conseil, et seulement pour la séance et l'ordre du jour déterminés. Le mandataire exerce le droit de vote de chacun de ses mandants le

sien propre.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Les résultats des délibérations sont constatés par des procès-verbaux. Ces procès-verbaux sont signés par tous les membres qui ont pris part aux délibérations et consignés dans un registre spécial.

Les extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs seront signés par deux administrateurs ou l'administrateur-délégué.

ARTICLE DOUZE : La société est valablement représentée dans les actes et en justice par deux administrateurs agissant conjointement. Elle est en outre, valablement engagée par des mandataires spéciaux dans les limites de leurs mandats.

ARTICLE TREIZE : A l'occasion de chaque nomination, l'assemblée générale décide, si, et dans quelle mesure, le mandat d'administrateur sera rémunéré par une indemnité fixe ou variable à charge des frais généraux.

L'assemblée peut également allouer aux administrateurs des jetons de présence.

Ces émoluments et jetons de présence seront portés à charge des frais généraux de la société. Les administrateurs ès qualité, ne jouissent d'aucun tantième sur les bénéfices.

ARTICLE QUATORZE : Les propriétaires de titres au porteur doivent, cinq jours francs au moins avant la réunion, effectuer le dépôt de leurs titres dans l'un des endroits désignés dans les avis de convocation.

Les actionnaires en nom sont admis à l'assemblée s'ils sont inscrits au registre des actions nominatives au moins cinq jours francs avant la date de ladite assemblée.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'as-semblée générale par un mandataire spécial, actionnaire ou non.

Les procurations doivent être écrites et mentionnées à l'ordre du jour de l'assemblée. Leur modèle peut

être déterminé par le conseil d'administration. Un mandataire peut représenter plusieurs actionnaires.

ARTICLE QUINZE : L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein droit le troisième mercredi du mois de mai à quinze heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tient de plein droit le premier jour ouvrable suivant.

Les assemblées générales annuelles se tiennent au siège social ou à l'endroit de l'agglomération bruxelloise indiqué dans les convocations.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent au siège social ou en tout autre endroit de Belgique désigné dans les avis de convocation.

ARTICLE SEIZE :

Les votes ont lieu au scrutin secret, s'il s'agit de nomination ou de révocation, dans le cas où un membre de l'assemblée le demande.

ARTICLE DIX-SEPT : Le président du conseil d'administration ou un autre membre du conseil, désigné par ses collègues, préside l'assemblée générale; il nomme le secrétaire.

L'assemblée désigne deux scrutateurs.

ARTICLE DIX-HUIT : L'ordre du jour des assemblées générales est arrêté par le conseil d'administration. Il ne pourra être délibéré que sur les objets à l'ordre du jour.

Le conseil est tenu de mettre à l'ordre du jour toute proposition émanant, soit d'un groupe d'actionnaires ou d'un actionnaire représentant le cinquième du capital et qui lui est communiqué par lettre recommandée au plus tard vingt-cinq jours avant la date de la réunion.

ARTICLE DIX-NEUF : Les procès-verbaux sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les expéditions à délivrer en justice ou ailleurs sont signées par deux administrateurs ou l'administra-

teur-délégué.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL, COMPTES ANNUELS, REPARTITIONS DES BENEFICES.

ARTICLE VINGT : L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

ARTICLE VINGT ET UN : Le bénéfice annuel net de la société est déterminé conformément aux dispositions légales.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

1 Cinq pour cent pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

2 Le surplus est réparti entre toutes les actions.

Toutefois, l'assemblée générale peut décider, sur proposition du conseil d'administration, qu'après le prélèvement obligatoire pour la réserve légale, tout ou partie du bénéfice restant sera porté à un fonds de réserve ou de prévision ou reporté à nouveau.

ARTICLE VINGT-DEUX : Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Celui-ci a par ailleurs le pouvoir de décider le paiement d'acompte(s) à imputer sur le dividende qui sera distribué sur les résultats de l'exercice, conformément à la loi; cet acompte est payable en espèces ou sous toute autre forme.

Le conseil fixe le montant de ce(s) acompte(s) et la date de leur paiement.

TITRE VI : DISSOLUTION, LIQUIDATION

ARTICLE VINGT-TROIS : Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré non amorti des actions.

Si les actions ne sont pas toutes libérées dans

une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, tiennent compte de cette diversité de situation et rétablissent l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des actions libérées dans une proportion supérieure. Le solde est réparti également entre toutes les actions.

TITRE VII - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE VINGT-QUATRE : Pour l'exécution des statuts, tout administrateur, commissaire, directeur, liquidateur, domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège social, où toutes les communications, sommations, assignations et significations peuvent lui être valablement faites.

ARTICLE VINGT-CINQ: Tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts sera réglé conformément au Code des sociétés.

ARTICLE VINGT-SIX : Pour tous les litiges entre la société, ses actionnaires, obligataires, administrateurs, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

CERTIFIE EXACT.

P C B
Naamloze Vennootschap
Maatschappelijke zetel : Evere (1140 Brussel), Carlistraat, 17-19
Rechtbank van koophandel te Brussel
Rechtspersonenregister, nummer 0403.085.181

==========

COORDINATIE DER STATUTEN OP 19 MEI 2004
==========

Vennootschap opgericht bij akte verleden voor Notaris Victor Scheyven, te Brussel, op elf februari negentienhonderd zevenentachtig, bekendgemaakt in de bijlage van het Belgisch Staatsblad van zes maart daarna, onder het nummer 2076.

Waarvan de statuten werden gewijzigd blijkens proces-verbaal opgesteld door notaris Serge Collon, te Etterbeek, op vier juni negentienhonderd éénennegentig, bekendgemaakt in de bijlage van het Belgisch Staatsblad van drie december daarna, onder nummer 911203-119.

Waarvan de statuten werden gewijzigd blijkens processen-verbaal opgesteld door notaris Jean-Philippe Lagae, ter standplaats Brussel :

- op dertien november negentienhonderd tweeënnegentig, bekendgemaakt in de bijlage tot het Belgisch Staatsblad van negen december daarna, onder het nummer 921209-433.
- op negenentwintig oktober negentienhonderd drieënnegentig, bekendgemaakt in de bijlage tot het Belgisch Staatsblad van zesentwintig november negentienhonderd drieënnegentig, onder het nummer 931126-131;
- op éénentwintig mei negentienhonderd zevenennegentig, bekendgemaakt in de bijlage tot het Belgisch Staatsblad van elf juni daarna, onder nummers 970611-353 en 354 (verwezenlijking van de opschortende voorwaarde, akte van vijfentwintig augustus negentienhonderd zevenennegentig).
- op zestien mei tweeduizend en één, bekend gemaakt in de bijlage bij het Belgisch Staatsblad van zeventien augustus daarna, onder nummer 20010817-25.
- op negentien mei tweeduizend en vier, ter publicatie neergelegd.

TITEL I BENAMING - ZETEL - DOEL - DEUR.

ARTIKEL EEN : De huidige vennootschap is opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap. Haar benaming luidt "P C B".

Zij is een vennootschap die publiek beroep doet op het spaarwezen.

ARTIKEL TWEE : De maatschappelijke zetel is gevestigd te Evere, Carlistraat 17-19.

Hij kan naar overal elders in België overgebracht worden, bij eenvoudige beslissing van de raad van bestuur die over alle bevoegdheden beschikt om de statuten wijziging die eruit voortvloeit authentiek te doen vaststellen.

De vennootschap mag, bij eenvoudige beslissing van de raad van bestuur overal administratieve zetels, bij-huizen, agentschappen, depots, kantoren of vestigingen oprichten.

ARTIKEL DRIE : De vennootschap heeft tot doel, zowel voor eigen rekening als voor rekening van derden, hetzij zelf, hetzelf door toedoen van derden, te samen, in participatie of in elke andere vorm, en dit in alle landen :

a) het doen en ondernemen van de produktie, de fabricage en de handel van alle chemische en farmaceutische produkten, van alle geneesmiddelen, van alle waren of produkten of van alle toestellen, instrumenten, vaten en toebehoren gebruikt in de farmaceutica of de geneeskunde, in zuivere of toegepaste wetenschappen, de voeding en de huishoudelijke economie,

b) het nemen van alle agentschappen of vertegenwoordigingen, het aangaan van alle akten, kontrakten die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met voorgaande paragraaf en in de meest uitgebreide zin van de ontwikkeling en van de handel en de nijverheid en in het algemeen het verrichten van alle roerende en onroerende handels-, burgelijke-, financiële-, de land-

bouw betreffende, nijverheids-, mijnbouw-, zeevaartverrichtingen, evenals alle andere ondernemingen van openbare of private aard die er het gevolg van kunnen zijn.

c) het nemen van alle rechtstreekse of onrechtstreekse participaties in alle ondernemingen of verrichtingen die kunnen gekoppeld worden aan een of ander van de vermelde doelstellingen of van aard er de verwezenlijking of de ontwikkeling, door middel van de oprichting van nieuwe Belgische of vreemde vennootschappen, van inbreng, inschrijving of aankoop van effekten, aandelen of maatschappelijke rechten, fusie, associatie of deelneming, waarborgsyndikaten of op een andere manier, in de hand werken.

ARTIKEL VIER : De vennootschap is opgericht voor een onbepaalde duur.

TITEL II : MAATSCHAPPELIJK KAPITAAL - AANDELEN - OBLIGATIES.

ARTIKEL VIJF : Het kapitaal is vastgesteld op TWINTIG MILOEN HONDERD ZESENZEVENTIG DUIZEND EURO (20.176.000 €), vertegenwoordigd door vijf miljoen vijfhonderd zesennegentigduizend vijfhonderd twintig (5.596.520) aandelen, zonder vermelding van waarde elk één/vijf miljoen vijfhonderd zesennegentigduizend vijfhonderd twintigste van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigend. Het is volledig gestort.

Het maatschappelijk kapitaal is volledig onderschreven en afbetaald.

Elke houder van eenheidsaandelen kan de omruiling bekomen van zijn effekten in één of meer verzameleffekten waarvan de nummers op elkaar volgen en dit naar zijn keuze.

Iedere houder van een verzameleffekt kan van de vennootschap de omruiling bekomen tegen het aantal eenheidsaandelen die erdoor vertegenwoordigd worden.

Deze omruilingen gebeuren op kosten van de houder.

ARTIKEL ZES : De aandelen zijn aan toonder of op naam, volgens de keuze van de aandeelhouder.

De volgestorte aandelen zijn aan toonder. Zij worden opgesteld en getekend overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

De niet volgestorte aandelen zijn op naam tot hun volledige volstorting.

ARTIKEL ZEVEN : De vennootschap erkent slechts één eigenaar per aandeel. De medeëigenaars, de vruchtgebruikers en de naakte eigenaars, de pandhoudende schuldeisers en de pandgevende schuldenaars zijn gehouden, voor de uitoefening van hun rechten, schriftelijk een persoon aan te wijzen als zijnde ten over-staan van de vennootschap, de eigenaar van het aandeel, zoniet zal de vennootschap de rechten verbonden aan dat aandeel schorsen.

ARTIKEL ACHT : De erfgenamen, rechthebbenden of schuldeisers van een aandeelhouder mogen zich op geen enkele manier mengen in het bestuur van de vennootschap, noch de verzegeling van de goederen en waarden haar toebehorend, uitlokken.

Voor de uitoefening van hun rechten moeten zij zich houden aan de jaarrekeningen en de inventarissen en ook aan de beslissingen van de algemene vergadering.

TITEL III : BESTUUR - LEIDING - CONTROLE

ARTIKEL NEGEN : De vennootschap wordt bestuurd door een raad van ten minste drie leden, aandeelhouders of niet. De opdracht van de bestuurders mag zes jaar niet overschrijden; zij zijn herkiesbaar.

ARTIKEL TIEN : De raad van bestuur kiest een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden Overeenkomstig artikel 524 bis van het Wetboek van vennootschappen, kan de raad van bestuur zijn

bestuursbevoegdheden overdragen aan een directiecomité, zonder dat deze overdracht betrekking kan hebben op het algemeen beleid van de vennootschap of op alle handelingen die op grond van bepalingen van de wet aan de raad van bestuur zijn voorbehouden. De raad van bestuur is belast met het toezicht op dat comité. Zij vormen een college. Het directiecomité bestaat uit meerdere personen, die al dan niet bestuurder zijn. De voorwaarden voor de aanstelling van de leden van het directiecomité, hun ontslag, hun bezoldiging, de duur van hun opdracht en de werkwijze van het directiecomité worden bepaald door de raad van bestuur.

De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur, evenals de vertegenwoordiging met betrekking tot dit bestuur, of bijzondere machten toevertrouwen aan één of meer personen van zijn keuze, bestuurders of niet, aandeelhouders of niet, waarvan hij de gebeurlijke bezoldiging en de bevoegdheden bepaalt.

De afgevaardigden tot het dagelijks bestuur, in het kader van dit bestuur, mogen eveneens bijzondere welbepaalde machten toekennen aan één of meer personen van hun keuze.

Hij kan eveneens de leiding van één of meer takken van de maatschappelijke zaken toevertrouwen aan één of meer directeuren of procuratiehouders, in of buiten zijn midden gekozen.

Hij bepaalt de bevoegdheden en de vaste of veranderlijke bezoldigingen, lonen of vergoedingen, aan te rekenen op de algemene kosten van de personen aan wie de machten toegekend worden.

ARTIKEL ELF : De raad van bestuur komt samen zo vaak het belang van de vennootschap zulks vereist op uitnodiging van zijn voorzitter of zo hij belet is van de ondervoorzitter en bij zijn ontstentenis van de oudste bestuurder. Hij moet bijeenkomen telkens minstens twee bestuurders het vragen.

De raad van bestuur kan slechts geldig beraadsla-

gen en uitspraak doen zo de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Iedere bestuurder mag per brief, per telegram of per telex, of door ieder ander overseiningsmiddel gebaseerd of een gedrukt document, dat aan de notulen gehecht zal blijven, zijn bevoegdheden overdragen aan een gevolmachtigde, lid van de raad, maar alleen voor de zitting en de bepaalde agenda. De gevolmachtigde oefent het stemrecht uit van elk van zijn opdrachtgevers en zijn eigen stemrecht.

De besluiten worden bij meerderheid van stemmen genomen.

De uitslag van de beraadslagingen worden vastgelegd in notulen.Deze notulen worden getekend door alle leden die aan de beraadslagingen deelgenomen hebben en worden opgetekend in een speciaal register.

De uittreksels van de notulen in rechte of elders over te leggen, worden ondertekend door twee bestuurders of de gedelegeerd bestuurder.

ARTIKEL TWAALF : De vennootschap wordt in alle akten en in rechte geldig vertegenwoordigd door twee bestuurders, gezamenlijk handelend. Zij wordt bovendien op geldige wijze verbonden door bijzondere lasthebbers binnen de perken van hun mandaten.

ARTIKEL DERTIEN : Bij elke benoeming beslist de algemene vergadering of en in welke mate de opdracht van bestuurder vergoed wordt door een vaste of veranderlijke bezoldiging ten laste van de algemene kosten.

De algemene vergadering kan de bestuurders ook presentiegelden toekennen.

Deze bezoldigingen en prestatiegelden zullen geboekt worden als algemene kosten van de vennootschap. De bestuurders, qualitate qua, genieten van geen enkel tantième op de winst.

ARTIKEL VEERTIEN : De eigenaars van effekten aan toonder moeten ten minste vijf volle dagen voor de vergadering hun effekten neerleggen op één van de plaatsen vermeld in de oproepingsberichten.

De aandeelhouders op naam worden tot de vergade-

ring toegelaten zo zij ten minste vijf volle dagen voor de datum van de vergadering in kwestie ingeschreven zijn in het register van de aandeelhouders op naam.

Elke aandeelhouder mag zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een bijzondere gevolmachtigde, aandeelhouder of niet.

De volmachten moeten geschreven zijn en de agenda van de vergadering vermelden. Hun model kan vastgesteld worden door de raad van bestuur. Een gevolmatigde mag meerdere aandeelhouders vertegenwoordigen.

ARTIKEL VIJFTIEN : De jaarvergadering wordt van rechtswege gehouden de derde woensdag van de maand mei om vijftien uur.

Zo deze dag een feestdag is, wordt de vergadering van rechtswege de eerstvolgende werkdag gehouden.

De jaarvergaderingen worden gehouden op de maatschappelijke zetel of op de plaats van de Brusselse agglomeratie vermeld in de oproepingsberichten.

De buitengewone algemene vergaderingen worden gehouden op de maatschappelijke zetel of op elke andere plaats in België vermeld in de oproepingsberichten.

ARTIKEL ZESTIEN :

De stemmingen gebeuren bij geheime stemming zo het benoemingen of ontslagen betreft, zo dit door een lid van de vergadering gevraagd wordt.

ARTIKEL ZEVENTIEN : De voorzitter van de raad van bestuur of een ander lid van de raad, aangeduid door zijn collega's zit de algemene vergadering voor; hij benoemt de secretaris.

De vergadering stelt twee stemopnemers aan.

ARTIKEL ACHTTIEN : De agenda van de algemene vergaderingen wordt opgesteld door de raad van bestuur. Er zal slechts kunnen beraadslaagd worden over de punten op de agenda.

De raad is ertoe gehouden elk voorstel op de agenda te plaatsen, uitgaande, hetzij van een groep

aandeelhouders of van een aandeelhouder die één/vijfde van het kapitaal vertegenwoordigen en die hun bij aangetekend schrijven wordt overgemaakt ten minste vijfentwintig dagen voor de datum van de vergadering.

ARTIKEL NEGENTIEN : De notulen worden ondertekend door de leden van het bureau en door de aandeelhouders die het vragen.

De uitgifte in rechte of elders af te leveren wor-den ondertekend door twee bestuurders of door de gede-legeerd bestuurder.

TITEL V : MAATSCHAPPELIJK BOEKJAAR - JAARREKENING - VERDELING VAN DE WINST

ARTIKEL TWINTIG : Het maatschappelijk boekjaar begint op één januari en eindigt op éénendertig december.

ARTIKEL EENENTWINTIG : De jaarlijkse nettowinst van de vennootschap wordt vastgesteld overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

Van deze winst wordt afgenomen :

1 vijf procent van de wettelijke reserve samen te stellen; deze afname houdt op verplichtend te zijn wan-neer de wettelijke reserve één/tiende van het maatschappelijk kapitaal bereikt.

2 Het saldo wordt verdeeld onder al de aandelen.

Nochtans kan de algemene vergadering, op voorstel van de raad van bestuur beslissen, dat na de verplichte afname voor de wettelijke reserve, het geheel of een deel van de overblijveende winst zal geboekt worden op een reserve- of voorzorgsfonds of opnieuw zal overge-dragen worden.

ARTIKEL TWEEENTWINTIG : De betaling van dividenden gebeurt op de tijdstippen en de plaatsen bepaald door de raad van bestuur.

Deze heeft overigens de macht te besluiten tot de

uitkering van interimdividenden, aan te rekenen op het dividend dat zal uitbetaald worden op de resultaten van het boekjaar, overeenkomstig de wet; dit interimdividend is betaalbaar in geld of onder om het even welke vorm.

De raad bepaalt het bedrag van deze interimdividenden en de datum van hun uitkering.

TITEL VI : ONTBINDING - VEREFFENING

ARTIKEL DRIEENTWINTIG : Na aanzuivering van alle schulden, lasten en kosten van de vereffening of consignatie van de daartoe vereiste sommen, dient het netto aktief vooreerst om het afbetaalde en niet afgeschreven bedrag der aandelen in geld of effekten terug te betalen.

Indien alle aandelen niet in dezelfde mate afbetaald zijn houden de vereffenaars, alvorens tot terugbetaling over te gaan, rekening met dit verschil van toestand en herstellen het evenwicht door alle aandelen op volstrekt gelijke voet te stellen, hetzij door aanvullende stortingen ten laste van effecten die in onvoldoende mate werden afbetaald hetzij door voorafgaande terugbetalingen in geld ten voordele van aandelen die in grotere mate werden afbetaald.

Het saldo wordt evenredig onder alle aandelen verdeeld.

TITEL VII : ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL VIERENTWINTIG : Voor de uitvoering der sta- tuten, doet elke aandeelhouder, obligatiehouder, bes-tuurder, commissaris, directeur, vereffenaar in het buitenland gedomicilieerd, keuze van woonst op de maatschappelijke zetel waar alle mededelingen, aanmaningen, dagvaardigingen of betekeningen hem geldig kunnen worden gedaan.

ARTIKEL VIJFENTWINTIG : Al hetgeen door deze

statuten niet voorzien wordt, zal geregeld worden overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen.

ARTIKEL ZESENTWINTIG : Voor alle geschillen tussen de vennootschap, haar aandeelhouders, obligatiehouders, bestuurders, commissarissen en vereffenaars betreffende de zaken van de vennootschap en de uitvoering van huidige statuten wordt uitsluitend bevoegdheid toegekend aan de rechtbanken van de maatschappelijke zetel, tenzij de vennootschap er uitdrukkelijk aan verzaakt.

ECHT VERKLAARD.